

quels sont les revenus et les dépenses de la société, à commencer par l'entreprise isolée ; à déterminer la véritable part du capitaliste individuel et de tous les exploiters ensemble dans le revenu national ; à dévoiler les combinaisons de coulisses et les escroqueries des banques et des trusts ; à révéler enfin, devant toute la société, le gaspillage effroyable de travail humain qui est le résultat de l'anarchie capitaliste et de la pure chasse au profit.

Aucun fonctionnaire de l'Etat bourgeois ne peut mener à bout ce travail, quels que soient les pouvoirs dont on peut l'investir. Le monde entier a observé l'impuissance du président Roosevelt et du président du Conseil Léon Blum en face du complot des « 60 » ou des « 200 familles ». Pour briser la résistance des exploiters, il faut la pression du prolétariat. Les comités d'usines, et seulement eux, peuvent assurer un véritable contrôle sur la production, en faisant appel — en tant que conseillers et non comme « technocrates » — aux spécialistes sincèrement dévoués au peuple : comptables, statisticiens, ingénieurs, savants, etc., etc.

En particulier, la lutte contre le chômage est inconcevable sans une large et hardie organisation de GRANDS TRAVAUX PUBLICS. Mais les grands travaux ne peuvent avoir une importance durable et progressive, tant pour la société que pour les chômeurs eux-mêmes, que s'ils font partie d'un plan général, conçu pour un grand nombre d'années. Dans le cadre d'un tel plan, les ouvriers revendiqueront la reprise du travail, au compte de la société, dans les entreprises privées fermées par suite de la crise. Le contrôle ouvrier fera place, dans ces cas, à une administration directe par les ouvriers.

L'élaboration d'un plan économique, même le plus élémentaire — du point de vue des intérêts des exploités, et non de ceux des exploiters — est inconcevable sans contrôle ouvrier, sans l'intervention du regard ouvrier dans tous les ressorts apparents et cachés de l'économie capitaliste. Les comités des diverses entreprises doivent élire à des conférences correspondantes, des comités de trusts, de branches d'industrie, de régions économiques, enfin, de toute l'industrie nationale dans son ensemble. Ainsi, le contrôle ouvrier deviendra l'ECOLE DE L'ECONOMIE PLANIFIEE. Par l'expérience du contrôle, le prolétariat se préparera à diriger directement l'industrie nationalisée, quand l'heure en aura sonné.

Aux capitalistes, surtout de petite et moyenne taille, qui proposent parfois eux-mêmes d'ouvrir leurs livres de comptes devant les ouvriers — surtout pour leur démontrer la nécessité de diminuer les salaires — les ouvriers répondront que ce qui les intéresse ce n'est pas la comptabilité de banqueroutiers ou de semi-banqueroutiers isolés, mais la comptabilité de tous les exploiters. Les ouvriers ne peuvent ni ne veulent adapter leur niveau de vie aux intérêts de capitalistes isolés devenus victimes de leur propre régime. La tâche consiste à reconstruire tout le système de production et de répartition sur des principes plus rationnels et plus dignes. Si l'abolition du secret commercial est la condition nécessaire du contrôle ouvrier, ce contrôle est le premier pas dans la voie de la direction socialiste de l'économie.

L'expropriation de certains groupes de capitalistes

Le programme socialiste de l'expropriation, c'est-à-dire du renversement politique de la bourgeoisie et de la liquidation de sa domination économique, ne doit, en aucun cas, faire obstacle, dans la présente période de transition, sous différents prétextes, à la revendication de l'expropriation de certaines branches de l'industrie parmi les plus importantes pour l'existence nationale ou de certains groupes de la bourgeoisie parmi les plus parasitaires.

Ainsi, aux prêches geignards de messieurs les démocrates sur la dictature des « 60 familles » aux Etats-Unis ou des « 200 familles » en France, nous opposons la revendication de l'expropriation de ces 60 ou 200 féodaux capitalistes.

Exactement de même nous revendiquons l'expropriation des compagnies monopoleuses de l'industrie de guerre, des chemins de fer, des plus importantes sources de matières premières, etc.

La différence entre ces revendications et le mot d'ordre réformiste bien vague de « nationalisation » consiste en ce que :

- 1) Nous repoussons le *rachat* ;
- 2) Nous prévenons les masses contre les démagogues du Front Populaire qui, proposant la nationalisation en paroles, restent en faits les agents du capital ;
- 3) Nous appelons les masses à ne compter que sur leur force révolutionnaire ;
- 4) Nous relient le problème de l'expropriation à la question du pouvoir ouvrier et paysan.

La nécessité de lancer le mot d'ordre de l'expropriation dans l'agitation quotidienne, par conséquent d'une manière fractionnée, et non pas seulement d'un point de vue *propagandiste*, sous sa forme générale, est provoquée par le fait que les diverses branches de l'industrie se trouvent à divers niveaux de développement, occupent des places différentes dans la vie de la société et passent par divers stades de la lutte des classes. Seule, la montée révolutionnaire générale du prolétariat peut mettre l'expropriation générale de la bourgeoisie à l'ordre du jour. L'objet de revendications transitoires est de préparer le prolétariat à la résolution de cette tâche.